Monde d’après : que retenir des consultations citoyennes et des attentes des Français ?



SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 08/07/2020

Dans le cadre de la mission confiée par le Président de la République au Président du CESE pour **identifier les priorités et les préoccupations des Français dans l’après crise sanitaire**, le Conseil, avec l’appui de la DITP, a demandé au cabinet Roland Berger, à Bluenove et Cognito de réaliser **une synthèse des contributions des plateformes**. Ces plus de 300 000 contributions exprimées par les Français ont été formulées sur les nombreuses plateformes de consultation citoyenne ayant émergé pendant la crise, à l’initiative d’associations (Croix Rouge, WWF…), d’acteurs du digital (Make.org, Bluenove, Recovery), d’entreprises engagées (Groupe SOS) ou de personnalités politiques (par exemple la consultation « Le Jour d’après » portée par 60 parlementaires). Elles ont permis d’alimenter la contribution du CESE, contribution collective de toutes ses formations de travail, des groupes et des organisations, une contribution permettant ainsi une vision plus globale de la société civile.

A quelques jours de l’intervention, le 14 juillet prochain, du Président de la République pour préciser les contours du « nouveau chemin » qu’il souhaite tracer, **le CESE rend publics les principaux enseignements de ces consultations**. Ce travail constitue par ailleurs **la première pierre de la future mission du Conseil de « carrefour des consultations publiques »**, telle que prévue dans sa réforme présentée le 7 juillet dernier lors du premier Conseil du ministre du gouvernement de Jean Castex.

Télécharger la synthèse

6 enjeux prioritaires pour les Français selon cette synthèse :

La prise en compte concrète des défis écologiques et environnementaux :

La préservation de l'environnement ressort comme le principal enjeu du corpus avec 3 priorités identifiées : la réduction des volumes de déchets et de leur impact en favorisant le recyclage ; la réduction des émissions polluantes notamment en mettant en place des mesures portant sur les transports et le logement ; et la protection du vivant manifestée par un appel à la mutation du vivant et à la protection des écosytèmes.

La transformation des modes de consommation et de production :

Ce désir de transformation, ayant suscité une très forte adhésion, se focalise particulièrement sur 4 propositions : la promotion d'une consommation locale et raisonnée, gage de qualité ainsi que de sécurité sanitaire et alimentaire ; la transition vers une agriculture alternative et plus responsable possible grâce à des mesures d'ordre restrictif et incitatif ; la relocalisation d'industries stratégiques ou essentielles ; et la nécessaire évolution des comportements individuels vers davantage de sobriété et de responsabilisation (particulièrement des producteurs et distributeurs).

L'évolution du modèle économique pour le rendre plus soutenable et résilient :

Manifeste, l'attente d'une évolution du modèle économique est structurée autour de trois leviers dans les attentes des Français : l'intégration d'objectifs environnementaux par la sphère économique ; l'intégration d'objectifs de responsabilité et de justice sociale dans les politiques publique et la vie des entreprises ; une considération accrue en faveur des métiers dits essentiels (agriculteurs, éboueurs, livreurs…)

L'augmentation des efforts en faveur de l'éducation et de la formation :

Nécessaires pour façonner la société et servir des causes environnementales et sociales, ces efforts doivent, selon les contributeurs, s'articuler autour : de l'éducation et de la formation des jeunes ; d'une plus grande sensibilisation à la cause environnementale dans l'orientation de l'éducation.

Le soutien apporté au système de santé :

Les participants invitent également à un soutien plus important au système de santé, celui-ci doit se caractériser selon eux par deux lignes directrices : l'augmentation de l'attractivité des métiers de santé ; ainsi que celle des moyens accordés aux hôpitaux.

Le fonctionnement démocratique et la place du citoyen :

Enfin, une demande de renforcement de la place du citoyen dans le fonctionnement démocratique est formulée par deux idées principales : une place plus importante accordée à la transparence ; un rôle du citoyen accru dans le fonctionnement démocratique.

Des plateformes de consultation auditionnées au CESE

Fin juin, à quelques jours de la remise de ses recommandations au Président de la République, la gouvernance du CESE avait souhaité enrichir sa contribution et **auditionner les différentes plateformes de consultation citoyenne ayant émergé pendant la crise** et eu pour ambition de proposer des solutions pour l'après-crise.

Le 3 juin dernier, le Président de la République avait en effet mandaté le Président du Conseil économique, social et environnemental, Patrick Bernasconi, afin que l'assemblée puisse ***« mener les consultations les plus larges pour déterminer et préciser les priorités essentielles qui dans ce moment font consensus ou qui émergent au premier rang des préoccupations de nos compatriotes »*** dans le cadre de la sortie de crise sanitaire.

Ces auditions ont donc nourri la contribution du CESE, en plus des travaux de ses formations de travail, des remontées des organisations qui composent le CESE et la parole de la société civile recueillie dans les dernières opérations de participation qu'il a conduites : Convention citoyenne pour le climat, pétitions traitées dans le cadre des récents travaux du CESE.

Après avoir été auditionnées par le CESE le 30 juin, **les principales plateformes de consultation citoyenne** ont participé à un débat-forum organisé le jeudi 9 juillet par **France Stratégie**.

Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental a **conclu le débat**.

Le replay de cet événement :

© - copyright CESE - Novembre 2026